

Art. 2. A l'article 56 de la même loi, le § 1er est abrogé et la disposition visée au § 2 devient l'unique alinéa.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Art. 3. In artikel 56 van dezelfde wet, wordt § 1 opgeheven en wordt de bepaling van § 2 het enige lid.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

**MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE**

F. 95 — 1512

6 AVRIL 1995. — Loi modifiant les lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1974 et modifiant la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 1er, alinéa 1er, des lois relatives à l'organisation des classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, est remplacé par ce qui suit :

« Il y a une Chambre des métiers et négoce dans chaque province. Son ressort s'étend au territoire de la province. Toutefois, le ressort des Chambres des métiers et négoce de la province du Brabant wallon et de la province du Brabant flamand comprend également la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Chaque Chambre des métiers et négoce est dotée de la personnalité civile. »

Art. 2. A l'article 2 des mêmes lois coordonnées sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1er, 2°, est remplacé par ce qui suit :

« 2° qu'aux termes de leurs statuts, leur activité est circonscrite au ressort de la Chambre des métiers et négoce, tout en s'étendant à l'un au moins des arrondissements administratifs de celui-ci.

Pour les fédérations professionnelles qui, aux termes de leurs statuts, ont une activité s'étendant au Brabant wallon, au Brabant flamand et à la région bilingue de Bruxelles-Capitale, le Roi peut déroger au principe selon lequel l'activité est circonscrite au ressort. »

2° Le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Sont admises à désigner des représentants à la Chambre des métiers et négoce dans le ressort de laquelle se trouve leur siège social, les associations d'artisans et de commerçants dont la mission et

(1) *Session ordinaire 1994-1995.*

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 1322-1 du 27 février 1995, déposé par M. Bourgeois. — Rapport n° 1322-2 du 8 mars 1995 de M. De Meyer.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 15 mars 1995. Adoption. Séance du 16 mars 1995.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat n° 1761-1. Rapport n° 1761-2 du 31 mars 1995 de M. Logist. Article corrigé en séance plénière n° 1761/3

**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW**

N. 95 — 1512

6 APRIL 1995. — Wet tot wijziging van de wetten op de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979, en tot wijziging van de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1, eerste lid, van de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979, wordt vervangen als volgt :

« Er is een Kamer van ambachten en neringen in elke provincie. Het ambtsgebied ervan strekt zich uit over het grondgebied van de provincie. Het ambtsgebied van de Kamers van ambachten en neringen van de provincie Vlaams-Brabant en van de provincie Waals-Brabant omvat evenwel tevens het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad. Elke Kamer van ambachten en neringen heeft rechtspersoonlijkheid. »

Art. 2. In artikel 2 van dezelfde gecoördineerde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 2°, wordt vervangen als volgt :

« 2° dat zij, luidens hun statuten, hun activiteit beperken tot het ambtsgebied van de Kamer van ambachten en neringen, en daarbij ten minste één van de administratieve arrondissementen betrekken.

Voor de beroepsfederaties, die luidens hun statuten een activiteit hebben die zich uitstrekt over Vlaams-Brabant, Waals-Brabant en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, kan de Koning afwijken van het principe dat de activiteit beperkt wordt tot het ambtsgebied van de Kamer. »

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Mogen vertegenwoordigers aanwijzen voor de Kamers van ambachten en neringen in wiens ambtsgebied hun maatschappelijke zetel gevestigd is, de verenigingen van ambachtslieden en handelaars

(1) *Gewone zitting 1994-1995.*

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 1322-1 van 27 februari 1995, ingediend door de heer Bourgeois. — Verslag nr. 1322-2 van 8 maart 1995 van de heer De Meyer.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Zitting van 15 maart 1995. Aanneming. Zitting van 16 maart 1995.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp bezorgd door de Senaat nr. 1761-1. — Verslag nr. 1761-2 van 31 maart 1995 van de heer Logist. Artikel gecorrigeerd in voltallige zitting nr. 1761/3

l'activité exclusives consistent à favoriser sur le plan provincial ou régional la promotion des intérêts économiques ou sociaux de leurs membres, tels que l'acquisition de marchandises et d'outillage, la vente, l'exposition ou l'exportation de leurs produits, la production en commun de ces produits, l'organisation du crédit et des assurances, la diffusion de l'enseignement technique ou économique, l'organisation de la formation et du perfectionnement professionnels, la prévoyance sociale. »

Art. 3. L'article 20 des mêmes lois coordonnées est abrogé.

Art. 4. Dans les mêmes lois coordonnées, il est inséré un chapitre VII, comprenant les articles 30 et 31, rédigé comme suit :

« CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires relatives à la Chambre des métiers et négoce de la province de Brabant »

Art. 30. La Chambre des métiers et négoce de la province de Brabant reste compétente pour la province du Brabant wallon, la province du Brabant flamand et la région bilingue de Bruxelles-Capitale jusqu'au prochain renouvellement des Chambres des métiers et négoce. Elle est supprimée le jour de la première réunion de la Chambre des métiers et négoce tant de la province du Brabant wallon que de la province du Brabant flamand. Les membres du personnel, les biens, droits et obligations de la Chambre de la province de Brabant sont transférés aux Chambres de la province du Brabant wallon et de la province du Brabant flamand selon les modalités fixées par le Roi.

Art. 31. Le 1er janvier 1995, il est créé un deuxième emploi de secrétaire de la Chambre des métiers et négoce de la province de Brabant. Les deux secrétaires sont d'un rôle linguistique différent. Chaque secrétaire est compétent pour le personnel de secrétariat et les dossiers de son rôle linguistique. Les secrétaires sont nommés par le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions. »

Art. 5. Dans les mêmes lois coordonnées, il est inséré un chapitre VIII, comprenant l'article 32, rédigé comme suit :

« CHAPITRE VIII. — Coördination »

Art. 32. Le Roi peut coordonner les dispositions des lois relatives à l'organisation des classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées.

A cette fin, il peut, dans la coordination :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° sans porter atteinte aux principes inscrits dans les dispositions à coordonner, en modifier la rédaction en vue d'assurer leur concordance et d'améliorer la terminologie.

La coordination portera l'intitulé suivant : Lois relatives à l'organisation des classes moyennes, coordonnées le ... »

Art. 6. A l'article 11 de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, il est inséré après l'alinéa premier, un nouvel alinéa, rédigé comme suit : « Lorsque l'activité professionnelle est exercée pour la première fois dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, l'attestation est demandée soit au bureau de la Chambre des métiers et négoce de la province du Brabant wallon, soit au bureau de la Chambre des métiers et négoce de la province du Brabant flamand. »;

2° il est inséré un § 1er bis, rédigé comme suit :

« § 1er bis. Jusqu'au jour de la première réunion des Chambres des métiers et négoce aussi bien de la province du Brabant wallon que de la province du Brabant flamand, le bureau de la Chambre des métiers et négoce de la province de Brabant reste compétent pour les demandes d'attestation dans la province du Brabant wallon, dans la province du Brabant flamand et dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale. »

waarvan de taak en de activiteit uitsluitend bestaat in het bevorderen, op het provinciale of regionale vlak, van de economische of sociale belangen van hun leden, zoals de aankoop van waren en gereedschap, de verkoop, de tentoonstelling of de uitvoer van hun produkten, de gemeenschappelijke voortbrenging van die produkten, de krediet- en verzekeringsorganisatie, het verspreiden van het technisch of economisch onderwijs, de organisatie van de beroepsopleiding en beroepsvorming, de sociale voorzorg. »

Art. 3. Artikel 20 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt opgeheven.

Art. 4. In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een hoofdstuk VII ingevoegd, dat de artikelen 30 en 31 bevat, luidende :

« HOOFDSTUK VII. — Overgangsbepalingen met betrekking tot de Kamer van ambachten en neringen van de provincie Brabant »

Art. 30. De Kamer van ambachten en neringen van de provincie Brabant blijft bevoegd voor de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad tot de eerstvolgende hernieuwing van de Kamers van ambachten en neringen. Deze Kamer wordt opgeheven op de dag waarop de eerste vergadering van de Kamer van ambachten en neringen zowel van de provincie Vlaams-Brabant als de provincie Waals-Brabant heeft plaatsgevonden. Het personeel, de goederen, rechten en plichten van de Kamer van ambachten en neringen van de provincie Brabant worden op de door de Koning vastgestelde wijze overgedragen aan de Kamers van de provincie Vlaams-Brabant en de provincie Waals-Brabant.

Art. 31. Op 1 januari 1995 wordt een tweede betrekking van secretaris bij de Kamer van ambachten en neringen van de provincie Brabant opgericht. De twee secretarissen zijn van een verschillende taalrol. Elke secretaris is bevoegd voor het secretariaatspersoneel en de dossiers van zijn taalrol. De secretarissen worden benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid de Middenstand behoort. »

Art. 5. In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een hoofdstuk VIII ingevoegd, dat het artikel 32 bevat, luidende :

« HOOFDSTUK VIII. — Coördinatie »

Art. 32. De Koning kan de bepalingen coördineren van de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979, en de bepalingen waarbij deze uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd worden.

Daartoe kan Hij, in de coördinatie :

1° de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen :

2° de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3° zonder afbreuk te doen aan de beginselen in de te coördineren bepalingen vervat, de redactie van die bepalingen wijzigen met het oog op hun overeenstemming en een betere terminologie.

De coördinatie draagt het volgende opschrift : Wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op ... »

Art. 6. In artikel 11 van de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van de beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt na het eerste lid een nieuw lid ingevoegd, luidend : « Wanneer de beroepswerkzaamheid voor het eerst zal worden uitgeoefend in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, wordt het getuigschrift aangevraagd bij het bureau van de Kamer van ambachten en neringen van de provincie Vlaams-Brabant of Waals-Brabant. »;

2° er wordt een § 1 bis ingevoegd, luidende :

« § 1 bis. Tot de dag waarop de eerste vergadering van de Kamers van ambachten en neringen zowel van de provincie Waals-Brabant als van de provincie Vlaams-Brabant heeft plaatsgevonden, blijft het bureau van de Kamer van ambachten en neringen van de provincie Brabant bevoegd voor de vestigingsaanvragen in de provincie Vlaams-Brabant, in de provincie Waals-Brabant en in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad. »

Art. 7. La présente loi produit ses effets le 1er janvier 1995.
Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.
Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 6 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
et de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice
M. WATHELET

Art. 7. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995.
Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 6 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
en Landbouw,
A. BOURGEOIS

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 95 — 1513

28 AVRIL 1995. — Loi portant approbation de la Convention belgo-luxembourgeoise sur la sécurité sociale des travailleurs frontaliers et Protocole final, signés à Arlon le 24 mars 1994 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. La Convention entre le Royaume de Belgique et le grand-duché de Luxembourg sur la sécurité sociale des travailleurs frontaliers, et le Protocole final, signés à Arlon le 24 mars 1994, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 95 — 1513

28 APRIL 1995. — Wet houdende goedkeuring van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België het groothertogdom Luxemburg over de sociale zekerheid van de grensarbeiders, en Slotprotocol, ondertekend te Aarlen op 24 maart 1994 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. De Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het groothertogdom Luxemburg over de sociale zekerheid van de grensarbeiders, en het Slotprotocol, ondertekend te Aarlen op 24 maart 1994, zullen volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

(1) *Session 1994-1995.*

Sénat.

Documents. — Projet de loi, n° 1350/1. — Rapport, n° 1350/2.

Annales parlementaires. — Vote. Séance du 28 mars 1995.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 1779/1.

Annales parlementaires. — Vote. Séance du 3 avril 1995.

(1) *Zitting 1994-1995.*

Senaat.

Documenten. — Ontwerp van wet, nr. 1350/1. — Verslag, nr. 1350/2.

Parlementaire Handelingen. — Stemming. Zitting van 28 maart 1995.

Kamer van volksvertegenwoordigers

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 1771/1.

Parlementaire Handelingen. — Stemming. Zitting van 3 april 1995.